

La Budgétisation sensible à l'égalité et l'équivalence des chances entre la femme et l'homme et au cœur de nos politiques publiques

La Tunisie, pays pionnier en matière de droit de la femme grâce à un code de la famille promulgué en 1956, continue ses initiatives en faveur de l'égalité des sexes qui se sont traduites essentiellement dans la constitution de 2014 (préambule et les articles 23,38,39,40,42,46 et 47) et dans la confirmation de ses engagements internationaux à ce sujet.

Cependant, les évolutions des droits de la femme en termes d'accès à l'éducation, à la santé à l'information et aux services de qualité ne se sont pas traduites par une intégration plus significative des femmes dans les activités économiques et politiques. Les indices internationaux montrent clairement ce décalage.

[Selon le rapport « Equal Measures 2030 », publié le 4 juin, la Tunisie se situe à la 66ème place sur un total de 129 pays en termes d'égalité des genres.]

En effet, certaines données sectorielles confirment cet état des lieux.

Plus que deux tiers des diplômés de l'enseignement supérieur sont des femmes (70%) avec un taux de chômage plus que le double par rapport aux hommes (38,8% face 17,2%).

Par ailleurs, le taux des femmes diplômées de l'enseignement supérieur qui se sont lancées dans l'entrepreneuriat "femmes entrepreneurs" est jugé faible¹. Les femmes qui travaillent accèdent rarement aux postes de décisions en comparaison avec leurs homologues masculins ; dans la fonction publique, qui embauche 26% des femmes ayant un emploi en Tunisie, seulement 5,6% des femmes accèdent au poste de directeur général, en comparaison avec 9,6% des hommes².

La BSG traduit la prise de conscience du genre dans la planification, la budgétisation et les cadres programmatiques du gouvernement pour une allocation équitable, pertinente et efficace des ressources. C'est une technique pour promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes par une meilleure allocation des crédits.

La nouvelle loi organique du budget n°13 du 15 février 2018 a consacré dans son article 18 cette orientation et a introduit la notion de l'intégration de la budgétisation sensible à l'égalité et l'équivalence des chances entre les deux sexes dans les politiques publiques.

¹ Rapport National sur le genre

² Nidhal Ben Cheikh et Bureau TPAD Tunisie, « Présence des femmes dans la fonction publique et accès aux postes de décision en Tunisie, » dans le cadre du projet *Mixité et leadership au Maghreb et au Machrek*, ONU Femmes, Décembre 2017, 26, 28.

La budgétisation sensible aux genres a comme objectifs notamment de :

- Répondre aux besoins de toutes les catégories de la société (femme/ homme/fille/garçon...)
- Renforcer l'efficacité des choix budgétaires
- Améliorer la transparence des politiques publiques
- Promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
- Réduire la pauvreté par un meilleur ciblage des dépenses
- Accroître l'efficacité économique et contribuer au bien-être social.

La mise en place de la BSG parallèlement à la réforme GBO est considérée un point fort vu que son intégration sera amorcée à travers les cadres de performance (stratégie, objectifs, indicateurs..) déjà définis dans les projets annuels de performance de chaque mission. L'application du BSG est utile et efficace au-delà même du processus de réforme de la gestion des finances publiques.